

Art. 5. § 1^{er}. Toutes les créances et les pièces justificatives visant le paiement de la subvention doivent être à la disposition de la Direction générale Environnement du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement au plus tard le 30 octobre 2019. Elles sont envoyées à l'attention du Service d'encadrement Budget et Contrôle de gestion - Place Victor Horta 40, bte 10, 9^{ème} étage à 1060 Bruxelles.

§ 2. Les factures porteront la mention : « Déclarée sincère et véritable pour le montant en euros de (en chiffres)..... (en lettres) ».

Art. 6. Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Environnement,
M. C. MARGHEM

Art. 5. § 1. Alle schuldvorderingen en verantwoordingsstukken voor uitbetaling van de toelage, moeten ten laatste op 30 oktober 2019 ter beschikking liggen van het Directoraat-generaal Leefmilieu van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. Ze worden ingediend ter attentie van het Stafdienst Budget en Beheerscontrole – Victor Hortaplein 40, bus 10, 9de verdieping te 1060 Brussel.

§ 2. Op de vordering wordt de vermelding aangebracht : « Voor echt en waar verklaard voor de som in euro van (in cijfers)..... (in letters) ».

Art. 6. De minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister voor Leefmilieu,
M. C. MARGHEM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2019/10407]

15 JANVIER 2019. — Arrêté ministériel instituant le registre visé à l'article 116/1, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Le Ministre des Télécommunications,

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 116/1, § 1^{er}, alinéa 5 ;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du 26 juillet 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 septembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 octobre 2018 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu la concertation au sein du Comité interministériel des télécommunications et de la radiodiffusion et la télévision du 9 novembre 2018 ;

Vu l'accord du Comité de concertation, donné le 19 décembre 2018 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 13 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'avis n'a pas été communiqué dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que les arrangements visés à l'article 116/1, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, entre l'Institut et les opérateurs qui attribuent un numéro à taux majoré du plan de numérotation E.164 belge n'ont pas été pris dans le délai légalement prescrit, notamment en raison de l'objection formelle introduite par l'un des opérateurs concernés contre le projet d'arrangements finaux transmis,

Arrête :

Article 1^{er}. L'ASBL pour la portabilité des numéros en Belgique, dont le numéro d'entreprise est BE 0477.172.296 (ci-après : « l'ASBL »), est désignée comme responsable du registre visé à l'article 116/1, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après : « la loi »).

Art. 2. Chaque opérateur auquel un numéro à taux majoré du plan de numérotation E.164 belge est attribué, soit par l'Institut, conformément à l'article 11, § 1^{er}, de la loi, soit par le biais de la portabilité des numéros, fournit à l'ASBL, par numéro, et ce, selon les modalités définies par l'ASBL, une URL sur laquelle sont communiquées les données visées à l'article 116/1, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2019/10407]

15 JANUARI 2019. — Ministerieel besluit tot instelling van het register bedoeld in artikel 116/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie

De Minister van Telecommunicatie,

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 116/1, § 1, vijfde lid;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van 26 juli 2018;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 5 september 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 oktober 2018;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het overleg binnen het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie van 9 november 2018;

Gelet op het akkoord van het Overlegcomité, gegeven op 19 december 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 13 december 2018 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de afspraken bedoeld in artikel 116/1, § 1, vierde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, tussen het Instituut en de operatoren die een betaalnummer uit het Belgische E.164 nummerplan toekennen niet binnen de wettelijke termijn tot stand gekomen zijn, onder meer omwille van het formeel bezwaar ingediend door één van de betrokken operatoren ten aanzien van de rondgestuurde finale ontwerpafspraken,

Besluit :

Artikel 1. De VZW voor Nummeroverdraagbaarheid in België, met ondernemingsnummer BE 0477.172.296 (hierna: "de VZW" genoemd), wordt aangeduid als de verantwoordelijke voor het register, bedoeld in artikel 116/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna: "de Wet" genoemd).

Art. 2. Iedere operator aan wie, hetzij door het Instituut overeenkomstig artikel 11, § 1, van de Wet, hetzij door nummeroverdraagbaarheid, een betaalnummer uit het Belgische E.164- nummerplan is toegekend, bezorgt de VZW per nummer en dit volgens de nadere modaliteiten bepaald door de VZW, een URL, waarop de in artikel 116/1, § 1, derde lid, van de Wet bedoelde gegevens worden verstrekt.

Les opérateurs visés à l’alinéa 1^{er} veillent à ce que les données contenues dans l’URL transmise soient complètes, correctes et à jour.

Il est interdit de supprimer sur l’URL les rubriques pour lesquelles aucune donnée n’est disponible. Si l’une ou plusieurs des données visées à l’article 116/1, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi ne s’applique(nt) pas au service ou au prestataire de services, il convient d’indiquer « non applicable » dans la rubrique concernée.

Si plusieurs services sont proposés via un seul numéro à taux majoré ou si plusieurs prestataires de services proposent des services via le même numéro à taux majoré, une seule URL doit également être créée et communiquée à l’ASBL. Dans ce cas, l’URL précise clairement dans chaque rubrique, de manière compréhensible pour l’utilisateur, à quel service ou à quel prestataire de services la donnée en question s’applique.

Les données sont complétées sur l’URL dans la langue ou les langues dans laquelle/lesquelles le service est proposé. L’utilisateur peut changer la langue si nécessaire via un clic supplémentaire.

Art. 3. L’ASBL publie l’URL correspondant au numéro à taux majoré spécifique sur les interfaces des sites Internet www.crdc.be, www.1299.be, www.1399.be, www.1450.be ou www.1499.be, à chaque fois qu’un utilisateur effectue une recherche sur l’une de ces interfaces vers un numéro à taux majoré activé conformément à la loi.

L’URL est affichée dans le champ de l’interface qui suit celui dans lequel chacun, conformément à l’article 7 de l’arrêté royal du 2 juillet 2013 relatif à la portabilité des numéros d’abonnés aux services de communications électroniques, peut voir à quel réseau un numéro appartient.

L’URL est structurée de telle manière que l’utilisateur reçoit les informations visées à l’article 116/1, § 1^{er}, alinéa 3, après deux clics maximum.

Art. 4. L’ASBL publie les URL qu’elle a reçues au plus tard un mois après la réception de celles-ci sur les interfaces visées à l’article 3.

Art. 5. Le prestataire de services dont le numéro est porté vers un autre opérateur informe immédiatement le nouvel opérateur de l’URL, y compris de l’historique du service.

Art. 6. L’opérateur dont le numéro à taux majoré est utilisé par un autre prestataire de services veille à ce que les données relatives à l’ancien ou aux anciens service(s), qui étaient d’application au cours de la période prévue à l’article 116/1, § 1^{er}, alinéa 3, 9^o, de la loi, soient disponibles sur l’URL transmise à l’ASBL pour ce numéro.

Art. 7. Il est interdit à quiconque d’utiliser les données visées à l’article 116/1, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi pour en tirer un quelconque avantage commercial, et plus particulièrement d’utiliser les données publiées à des fins de marketing ou de vente.

L’ASBL installe un ou plusieurs moyens techniques sur les interfaces visées à l’article 3 afin de garantir le respect de l’interdiction visée à l’alinéa 1^{er}.

Il est interdit à l’ASBL de transmettre entièrement ou partiellement des données d’identification du registre concernant les numéros à taux majoré d’un opérateur à un autre opérateur ou à un tiers, même si l’opérateur est membre de l’ASBL.

Art. 8. L’ASBL peut préciser les processus, les modes de fourniture des données et les coûts qu’elle juge utiles à l’exécution du présent arrêté, pour autant que ceux-ci soient en conformité avec les dispositions du présent arrêté et de la loi. Les opérateurs respectent les clés de répartition financières reprises dans le « protocole de l’ASBL en exécution de l’article 116/1, § 1^{er}, de la loi » soumis à l’approbation de l’Institut.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 janvier 2019.

Ph. DE BACKER

De in het eerste lid bedoelde operatoren zorgen ervoor dat de gegevens opgenomen in de overgemaakte URL volledig, correct en actueel zijn.

Het is verboden om op de URL rubrieken waarvoor geen gegevens voorhanden zijn te schrappen. Indien één of meerdere van de gegevens bedoeld in artikel 116/1, § 1, derde lid, van de Wet, niet van toepassing zijn op de dienst of de dienstenaanbieder, dan wordt in de betrokken rubriek “niet van toepassing” ingevuld.

Ook indien er meerdere diensten via één betaalnummer worden aangeboden of indien meerdere dienstenaanbieders diensten aanbieden via hetzelfde betaalnummer, wordt één URL aangemaakt en doorgegeven aan de VZW. De URL maakt in dat geval in elke rubriek op een voor de gebruiker begrijpelijke wijze duidelijk op welke dienst of dienstenaanbieder het gegeven in kwestie van toepassing is.

De gegevens worden op de URL ingevuld in de taal of talen waarin de dienst wordt aangeboden. Via een extra klik kan de gebruiker de taalkeuze veranderen waar dit relevant is.

Art. 3. De VZW maakt de met een specifiek betaalnummer overeenstemmende URL openbaar op de interfaces van de websites www.crdc.be, www.1299.be, www.1399.be, www.1450.be of www.1499.be, telkens wanneer een gebruiker op één van die interfaces een opzoeking verricht naar een overeenkomstig de Wet geactiveerd betaalnummer.

De URL wordt getoond op het veld van de interface volgend op het veld van de interface waarop eenieder, overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 2 juli 2013 betreffende de overdraagbaarheid van de nummers van de abonnees van elektronische-communicatiediensten, kan vernemen tot welk netwerk een nummer behoort.

De URL is zodanig opgebouwd dat de gebruiker na maximum twee kliks de in artikel 116/1, § 1, derde lid, van de Wet bedoelde informatie ontvangt.

Art. 4. De VZW maakt de URL’s die zij ontvangen heeft uiterlijk één maand na de ontvangst ervan beschikbaar op de in artikel 3 bedoelde interfaces.

Art. 5. De dienstenaanbieder wiens nummer wordt overgedragen naar een andere operator, informeert de nieuwe operator onverwijld over de URL, met inbegrip van de historie van de dienst.

Art. 6. De operator, wiens betaalnummer gebruikt wordt door een andere dienstenaanbieder, zorgt ervoor dat de gegevens betreffende de vroegere dienst of diensten, die gedurende de termijn voorzien door artikel 116/1, § 1, derde lid, 9^o, van de Wet van toepassing waren, beschikbaar zijn op de URL die voor dat nummer doorgegeven wordt aan de VZW.

Art. 7. Het is eenieder verboden de in artikel 116/1, § 1, derde lid, van de Wet bedoelde gegevens te gebruiken om er enig commercieel voordeel uit te halen, in het bijzonder om de gepubliceerde gegevens te gebruiken voor marketing- of verkoopdoeleinden.

De VZW installeert één of meer technische middelen op de interfaces bedoeld in artikel 3 om de naleving van het in het eerste lid bedoeld verbod te garanderen.

Het is de VZW verboden om identificatiegegevens uit het register betreffende de betaalnummers van één operator geheel of gedeeltelijk over te maken aan een andere operator of een derde, ook al is de operator lid van de VZW.

Art. 8. De VZW kan de nadere processen, aanleveringswijzen van gegevens en de kosten bepalen, die hij nodig acht voor de uitvoering van dit besluit, voor zover deze in overstemming zijn met de bepalingen van dit besluit en de Wet. De operatoren respecteren de financiële verdeelsleutels die opgenomen zijn in het ‘VZW protocol in uitvoering van artikel 116/1, § 1 van de Wet’ dat ter goedkeuring aan het Instituut wordt voorgelegd.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de maand waarin dit besluit werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 15 januari 2019.

Ph. DE BACKER